

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/W/473

3 mai 2002

(02-2537)

**Conseil général
13-15 mai 2002**

Original: espagnol

PROPOSITION VISANT À SUPPRIMER ET À ÉVITER LES INCOHÉRENCES DANS LES TEXTES DES ACCORDS DE L'OMC

Communication du Chili

La Mission permanente du Chili a fait parvenir au Président du Conseil général la communication ci-après, datée du 2 mai.

Comme vous le savez, les Accords de l'OMC ont été faits en trois langues - l'espagnol, le français et l'anglais - les trois textes faisant foi. Or, au cours des dernières années, on a constaté qu'il existait entre les diverses versions un certain nombre de divergences qui modifiaient, parfois radicalement, le sens et la portée de leurs dispositions. Il faut ajouter à cela que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont presque toujours fondé leurs rapports et, partant, leurs conclusions, sur la version anglaise des Accords. Cet état de choses peut avoir des conséquences importantes en ce qui concerne les engagements et obligations contractés par les Membres de l'OMC en vertu de ces Accords, lesquels ont été incorporés dans leur droit interne dans une, ou tout au plus deux de ces langues.

Le Chili estime qu'il y a lieu de remédier à cet état de choses afin de faire en sorte que les trois versions des Accords issus du Cycle d'Uruguay aient le même sens et puissent être interprétées de la même manière. Nous avons préparé à cet effet la proposition ci-jointe dans laquelle nous invitons les Membres de l'OMC à se pencher sur la question, à réfléchir sur les conséquences qu'entraînerait le maintien de la situation actuelle et à chercher en fin de compte à mettre au point un mécanisme qui permette, sans avoir à négocier de nouveau les Accords, d'en assurer la concordance.

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil général, qui doit avoir lieu le 13 mai 2002, un point qui permette au Chili de présenter cette proposition afin que les Membres puissent l'étudier. Ce point pourrait s'intituler: "*Proposition visant à supprimer et à éviter les incohérences entre les versions officielles des textes des Accords de l'OMC*". Je vous saurais gré également de faire distribuer aux Membres le document ci-joint.

Si les textes des Accords de l'OMC ont été faits en trois langues, ils présentent des incohérences qui sont dues en grande partie à des erreurs de traduction par rapport à la langue dans laquelle ils ont été négociés. Ces incohérences modifient le sens et la portée des différentes dispositions, selon la version dont il s'agit et, partant, l'équilibre des droits et obligations des Membres.

Il y a lieu de clarifier les divergences que contiennent les textes actuels afin d'éviter des problèmes à l'avenir. Il faudra également prendre les précautions nécessaires pour éviter que des divergences analogues n'apparaissent si les Accords en question sont modifiés à la suite des négociations qui ont été lancées récemment, ou à l'occasion de négociations futures.

Introduction

Les Accords de l'OMC ont été faits en langues espagnole, française et anglaise, les trois textes faisant foi. Ces trois langues sont en outre les langues de travail de l'OMC, comme le prévoient les règlements intérieurs des sessions de la Conférence ministérielle et des réunions du Conseil général.

Par ailleurs, les Accords de l'OMC ont été incorporés dans l'ordre juridique de chaque Membre, soit directement en tant que traité international, soit parce que leurs dispositions ont été incorporées dans la législation nationale. Dans un cas comme dans l'autre, ils ont été incorporés dans une, ou tout au plus dans deux des langues. Au Chili, par exemple, les Accords du Cycle d'Uruguay ont été incorporés dans le système juridique en tant que traités internationaux et il est évident que le texte qui a été examiné, débattu et approuvé par le Congrès est la version espagnole. En conséquence, au Chili, comme sans doute dans presque tous les autres Membres, c'est la version incorporée selon la procédure constitutionnelle pertinente qui est en vigueur sur le plan interne. Sur le plan international, les trois versions ont une égale valeur.

Lorsque les textes juridiques ont été élaborés dans les trois langues, on s'est attaché à faire en sorte qu'ils soient identiques, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas de divergences ou de différences entre eux. Or, il existe malheureusement des différences, dont certaines sont importantes.

Prenons des exemples:

- a) Le texte espagnol de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes dit: *"No se aplicarán medidas de salvaguardia contra un producto originario de un país en desarrollo Miembro cuando la parte que corresponda a éste ..."* Le texte anglais dit: *"Safeguard measures shall not be applied against a product originating in a developing country Member as long as its share ..."*.

La version espagnole ne contient pas la notion de *"as long as"* qui figure dans la version anglaise. En conséquence, selon la version espagnole, l'exclusion d'un pays en développement dure aussi longtemps que la mesure de sauvegarde, et peu importe que la part dudit pays en développement dépasse 3 pour cent pendant la durée d'application de la mesure. Selon la version anglaise, en revanche, le pays importateur pourrait cesser d'exclure un pays en développement dont la part dépasserait 3 pour cent après que la mesure de sauvegarde a été appliquée.

- b) L'Annexe II de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 contient deux dispositions dont le sens et la portée sont très différents dans la version anglaise et dans la version espagnole.

La version espagnole du paragraphe 3 de l'Annexe II est la suivante: *"Al formular las determinaciones deberá tenerse en cuenta toda la información verificable, presentada*

adecuadamente ..." La version anglaise est la suivante: "... by the authorities, should be taken into account when determinations are made". Autrement dit, la version anglaise donne un caractère conditionnel à une disposition qui est obligatoire dans la version espagnole.

De même, le paragraphe 5 de la version espagnole de cette même annexe dit: "..., ese hecho no será justificación para que las autoridades la descarten, siempre que ...", alors que la version anglaise dit: "..., this should not justify the authorities from disregarding it, provided ...". Autrement dit, on a là aussi une formule conditionnelle, alors qu'en espagnol, on a une formule obligatoire.

- c) L'article 18:2 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends porte sur les communications avec le groupe spécial et l'Organe d'appel. La version espagnole du paragraphe 2 de cet article dit: "*A petición de un Miembro, una parte en la diferencia podrá también facilitar un resumen no confidencial ...*", et la version anglaise: "*A party to a dispute shall also, upon request of a Member, provide a non-confidential summary of ...*". On a de nouveau une disposition obligatoire, à côté d'une disposition dans la version espagnole, qui n'est pas contraignante.

Quel est le problème?

Selon l'article 3:2 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, le système de règlement des différends de l'OMC "a pour objet ... de clarifier les dispositions existantes de ces accords (les accords visés) conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". La jurisprudence des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel est claire: ces règles sont celles de la Convention de Vienne. L'article 33 de la Convention dispose que lorsqu'un traité a été authentifié en deux ou plusieurs langues - ce qui est le cas de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC et de ses Annexes - son texte fait foi dans chacune de ces langues. Il y a exception lorsque le traité établit clairement que les parties sont convenues qu'en cas de divergence un texte déterminé l'emportera - ce qui n'est pas le cas des Accords de l'OMC. En outre, les termes d'un traité sont présumés avoir le même sens dans chaque texte. Cela dit, lorsque la comparaison des textes fait apparaître une différence de sens, on doit adopter le sens qui, compte tenu de l'objet et du but du traité, concilie le mieux ces textes.

Dans la jurisprudence internationale, on ne trouve pas beaucoup d'exemples de conflit entre les textes d'un même traité dans différentes langues. L'un des rares précédents, qui a depuis servi de base pour régler les conflits de langue, concerne l'affaire *Mavrommatis*, portée devant la Cour permanente de justice internationale. Dans ce différend, la Cour a estimé que, placée en présence de deux textes investis d'une autorité égale, mais dont l'un imposait plus d'obligations que l'autre, elle avait le devoir d'adopter l'interprétation restrictive qui pouvait se concilier avec les deux textes et qui correspondait sans doute à la commune intention des Parties.¹

Apparemment, aucun Membre n'a allégué d'une différence entre les diverses versions des Accords de l'OMC dans le cadre d'un différend. Cela dit, il y a peu de temps le Chili a, en tant que tierce partie à un différend, mis en lumière les différences de sens et de portée de quelques dispositions de l'Accord antidumping.² Il a fait valoir en l'espèce que la version espagnole étant la plus restrictive et conforme au sens que les négociateurs du Cycle d'Uruguay avaient voulu donner à l'Accord antidumping, c'était elle qui l'emportait.

¹ Publications de la Cour permanente de justice internationale, séries A n° 2, 30 août 1924, page 19.

² États-Unis - Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde (WT/DS206). Déclaration orale du Chili.

De plus, à ce jour, toutes les procédures de groupes spéciaux et tous les appels, à une seule exception près, se sont déroulés en anglais, et ce en raison du très petit nombre de membres de groupes spéciaux, de membres de l'Organe d'appel et de fonctionnaires du Secrétariat qui possèdent une connaissance suffisante de l'espagnol et/ou du français. Il faut ajouter à cela la pratique de plus en plus répandue, et souvent indispensable, qui consiste à faire appel aux services de juristes qui proviennent en général des États-Unis et du Canada et, dans une moindre mesure, de Bruxelles. Autre exemple: le Centre consultatif sur la législation de l'OMC travaille surtout en anglais.

La situation décrite ci-dessus fait que les procédures de règlement des différends de l'OMC sont fondées sur la version anglaise des Accords de l'OMC, et que les deux autres versions ne sont pas prises en considération. Dans de nombreux cas, les parties au différend ont demandé aux groupes spéciaux ou à l'Organe d'appel de se prononcer sur des interprétations des textes anglais qui sont parfois incompatibles avec les versions espagnoles ou françaises, ou carrément contradictoires par rapport à ces textes.

La présente proposition n'a pas pour objet de modifier cette situation, et nous savons gré à la Division des affaires juridiques et au secrétariat de l'Organe d'appel des efforts qu'ils font pour recruter des fonctionnaires de langue espagnole. Notre proposition a plutôt pour objet d'harmoniser les textes des Accords afin de prévenir les problèmes et conflits qui pourraient survenir à cause précisément de l'application correcte par les gouvernements d'obligations et de droits qui diffèrent selon le texte qui sert de fondement juridique, de façon à éviter que la situation décrite ci-dessus ne porte atteinte à ces droits et obligations ou ne modifie l'équilibre réalisé au cours du Cycle d'Uruguay ou celui qui pourrait être atteint dans de futures négociations.

Proposition

Il faut distinguer deux cas, qui appellent des solutions différentes. Nous proposons à cet égard ce qui suit:

- a) Sous l'égide du Conseil général, les Membres devront:
 - i) Réviser les textes juridiques issus du Cycle de négociations commerciales multilatérales d'Uruguay et relever les divergences entre les trois versions;
 - ii) arriver à un accord sur le texte qui doit l'emporter; et
 - iii) élaborer une procédure en vue de donner effet aux changements pertinents.

À cet égard, il se pourrait que l'on n'arrive pas, dans un premier temps, à relever toutes les divergences. Il serait donc logique que la procédure convenue puisse être appliquée chaque fois qu'un Membre ou le Secrétariat appellerait l'attention sur l'existence d'une contradiction dans les textes.

Si cette proposition ne doit nullement être considérée comme un processus de négociation, il faudra néanmoins garder à l'esprit les règles applicables aux amendements (article X de l'Accord de Marrakech) et au pouvoir d'adopter des interprétations de l'Accord de Marrakech et de ses Annexes (article IX:2 de l'Accord de Marrakech).

- b) En ce qui concerne le programme de négociations convenu à la quatrième session de la Conférence ministérielle, les Membres devraient adopter une approche analogue afin que les résultats de ces négociations, qu'il s'agisse de textes nouveaux, d'interprétations ou de mémorandums d'accord concernant les textes actuels, soient tout à fait concordants dans les trois langues. À cet égard, nous présenterons au Comité des négociations commerciales une

proposition visant à permettre aux Membres d'adopter des lignes directrices afin de garantir cette cohérence. Ces lignes directrices pourraient en outre être applicables à tout autre processus de négociation futur, de façon à éviter de nouvelles incohérences. Elles pourraient voir le jour à l'issue du processus évoqué dans la partie a).
